

L'Office national des Forêts va investir pour faire face au réchauffement climatique

BIODIVERSITE Le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie a annoncé récemment une enveloppe de 200 millions d'euros pour la forêt

20 Minutes avec AFP

Publié le 17/09/20 à 14h59



Illustration de la forêt de Montmorency, dans le Val d'Oise. — A. GELEBART / 20 MINUTES

Les arbres des forêts françaises suffoquent. Confrontées aux conséquences dramatiques du [réchauffement climatique](#), les forêts vont pouvoir profiter du plan de relance du gouvernement comme d'un « accélérateur » pour se regarnir et s'équiper. Dans un entretien accordé ce jeudi à l'AFP, le directeur général de l'Office national des forêts (ONF) Bertrand Munch annonce qu'il souhaite replanter et accroître la résistance des arbres [à la sécheresse](#) et aux maladies.

« [Toutes les maladies](#) qu'on constate en ce moment correspondent à un même sujet : les arbres n'ont plus assez d'eau, ou l'eau n'arrive plus au moment où il faut », déclare Bertrand Munch. Outre les attaques de scolytes, ces coléoptères qui creusent des galeries sous l'écorce des arbres et particulièrement des épicéas dans le Grand-Est, les arbres subissent de multiples pathologies.

Sécheresse et maladies

Ainsi, des bois prestigieux comme [la forêt de Tronçais dans l'Allier](#), un joyau de l'ONF qui compte des arbres âgés de 200 ans, sont touchés par la sécheresse : « Tous nos hêtres meurent de sécheresse et on a 10, 15 % de nos chênes emblématiques qui sont en train de sécher », déclare Bertrand Munch.

Sur cette forêt, « trois ans de suite, il est tombé moitié moins d'eau que les années précédentes. » Ce « phénomène brutal » et les maladies induites touchent selon lui environ 220.000 hectares de forêts publiques sur les 4,6 millions que compte la France. « La nature va s'adapter, mais à la vitesse où ça se passe, le mouvement ne se fera pas tout seul », souligne Bertrand Munch pour qui il faut « agir pour la forêt ».

Le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie [a annoncé récemment une enveloppe de 200 millions d'euros pour la forêt](#) dont 150 millions consacrés à son reboisement afin de l'aider à s'adapter au changement climatique. Bertrand Munch y voit « un accélérateur très important par

rapport à la manière dont nous travaillons d'habitude » : planter, faire de la « régénération assistée », clôturer pour protéger les jeunes pousses du gibier, « tout ça coûte de l'argent », souligne-t-il.

L'ONF, dans une situation financière délicate du fait notamment de la stagnation des prix du bois aggravée par la crise sanitaire du Covid-19, « était dans une sorte d'impasse », selon son directeur.

Faire évoluer la sylviculture

Si la répartition de cette enveloppe entre public et privé n'a pas encore été décidée, selon Bertrand Munch, l'ONF, qui replante habituellement environ 2.000 hectares par an, a « identifié 10 à 15.000 hectares de forêts domaniales » sur lesquels il souhaiterait intervenir dans les deux ans qui viennent. Les épicéas du Grand-Est, les châtaigniers de Montmorency (Ile-de-France), les frênes de Boulogne (Pas-de-Calais) et des plantations de chênes et de hêtres dans l'Allier pourraient notamment bénéficier de cet effort.

« Dans certains endroits, on va changer les essences. Par exemple, on sait que le chêne sessile supporte mieux la sécheresse que le hêtre », explique Bertrand Munch, qui évoque également la possibilité de chercher « sur la même essence » des arbres originaires « d'endroits où il fait plus sec » et donc plus résistants.

Des changements dans les méthodes de sylviculture des agents de l'ONF sont également à prévoir, selon Bertrand Munch, qui cite la possibilité, par endroits, d'évoluer vers une forêt « mosaïque », plus variée en essences.

Des recrutements à venir ?

Interrogé sur l'évolution des moyens humains pour mener ces chantiers, Bertrand Munch s'est montré flou. « On peut faire un certain nombre de gains de productivité sur la manière que nous avons de gérer notre forêt, mais au total il faut toujours des agents de l'ONF pour faire le travail et de plus en plus », a-t-il déclaré, en rappelant être « dans la discussion d'un contrat d'objectifs 2021-2025 ».

« Le contrat d'objectifs 2016-2020 avait dit "maintien des effectifs", "maintien de la masse salariale", il a été démenti à la fois sur la masse salariale et sur les effectifs, donc on va essayer de conclure un contrat avec l'Etat qui soit plus réaliste », a conclu Bertrand Munch, à moins de deux semaines de la présentation du projet de loi de finances 2021 en conseil des ministres. L'ONF emploie 9.000 personnes, dont 56 % sont des fonctionnaires ou des contractuels de droit public.